



Berlin Eco

NUMERO 4

© DG Trésor

5 mars 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

Berlin et Paris s'accordent sur un modèle de budget zone euro. Cet instrument budgétaire cofinancerait au niveau européen la mise en œuvre de stratégies nationales visant à renforcer la compétitivité et la convergence, comprenant des dépenses publiques d'investissement et des réformes structurelles identifiées dans le cadre du Semestre européen. L'instrument serait alimenté en premier lieu par des contributions régulières nationales affectées sur la base d'un accord intergouvernemental. Les grandes orientations en matière d'investissement et de réformes financées par cet instrument seraient décidées par les 19 Etats-membres de la zone euro.

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

La banque de développement [KfW](#) réduit de moitié sa projection de croissance du PIB pour 2019 (0,8% après 1,6%), citant un début d'année économiquement morose et la situation instable sur le plan international comme raisons de cet ajustement. Pour 2020, l'institution se veut plus optimiste et table sur un taux de 1,8%.

La Bundesbank quant à elle s'attend à un taux de croissance du PIB « nettement en-dessous de 1,5% » pour 2019 et souligne dans son rapport mensuel de février la difficulté du secteur industriel à repartir après un hiver compliqué. La croissance très forte des prix de l'immobilier, aussi en-dehors des grandes villes, est également abordée en profondeur.

Dans son [rapport mensuel de février](#), **le ministère fédéral des Finances se montre optimiste au sujet du taux de chômage (4,9%) et du niveau des recettes fiscales** (surtout grâce aux impôts sur les salaires et sur les mutations foncières) pour l'année en cours. **Le taux de croissance du PIB est estimé à 1,0%, puis 1,6% pour 2020.**

POLITIQUE BUDGETAIRE

Selon [Destatis](#), **l'excédent de l'ensemble des APU a atteint, avec 58 Md€, un niveau record en 2018** (soit 1,7% du PIB). Toutes les administrations publiques ont réalisé un excédent et ont vu leurs recettes croître plus fortement que leurs dépenses (+4,7% contre +3,2% en moyenne).

Le Bundestag a adopté le 21 février **la modification de la loi fondamentale permettant au Bund de financer à hauteur de 5 Md€ le « [pacte numérique pour les écoles](#) »,** les Länder gardant la compétence pédagogique sur les programmes scolaires. La loi doit encore être validée par le Bundesrat le 15 mars.

POLITIQUES SOCIALES



L'accord salarial conclu pour les salariés de la [fonction publique des Länder](#) (sans la Hesse) introduit une hausse salariale de 3,2% rétroactivement au 1^{er} janvier 2019, suivie d'une 2^{ème} hausse de 3,2% au 1^{er} janvier 2020 et d'une 3^{ème} augmentation de 1,4% au 1^{er} janvier 2021. Cet accord d'une durée de 33 mois prévoit une hausse forfaitaire minimale de 240€. La grille de rémunération sera également modifiée, de façon à relever plus fortement les salaires d'entrée dans la fonction publique dans le contexte de pénurie de personnel et de concurrence salariale accrue avec le secteur marchand. Des revalorisations plus sensibles ont été aussi négociées dans des métiers sous tension tels que le service éducatif et social ou encore le personnel de soin. Le ministre des finances du Land de Berlin M. Kollatz, qui a conduit les négociations au nom des pouvoirs publics, a chiffré les coûts à 7,2 Md€ sur l'ensemble de la période.

Le projet de loi adopté le 20 février 2019 en conseil des ministres élargit les compétences du service des douanes FKS (« **contrôle financier du travail au noir** »), en charge notamment du contrôle de l'application du salaire minimum, au contournement des prestations sociales et lui facilite l'ouverture d'enquête (cf. site du [BMF](#)). Les effectifs du FKS devraient passer de 7 900 agents actuellement à 13 500 dans une dizaine d'années.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

La [BaFin](#) a interdit le 18 février les nouvelles prises de position à découvert sur Wirecard (spécialiste du traitement des paiements électroniques), en raison des turbulences inexplicables du cours de l'action qui avait baissé de 40%. Cette interdiction s'applique jusqu'au 18 avril.

REGULATION FINANCIERE

La BaFin a autorisé pour la première fois une entreprise financière, [Bitbond](#), à émettre des **titres de dette en crypto-actifs**. La plateforme fondée en 2013 octroie des crédits dans le monde entier en monnaie locale après avoir transformé en crypto-actifs des capitaux qu'elle a elle-même reçus en euros et dollars. Ce processus serait plus rapide et moins onéreux que les systèmes classiques de paiements internationaux.

La **Bundesbank** met en garde dans son [rapport annuel](#) 2018 contre une hausse des risques dans les bilans bancaires. Elle constate en effet une dynamique trop forte de l'augmentation des crédits par rapport à l'évolution de la croissance économique. Pour modérer ces risques, elle recommande d'augmenter les coussins anticycliques. Cette décision reviendra à la commission pour la stabilité financière (équivalent du HCSF) qui publiera son rapport en juin.

BANQUES ET ASSURANCES

La fédération des caisses d'épargne de Basse-Saxe a voté en faveur d'une capitalisation de **NordLB** par le secteur de droit public (cf. BE 2/2019). Ses 42 caisses d'épargne s'engagent par conséquent à renforcer les fonds propres de NordLB, dont elles possèdent au total 26,36%, à hauteur d'environ 300 M€ et à renflouer le fonds de soutien des caisses d'épargne allemandes à hauteur de 400 M€. Elles ont par ailleurs totalement déprécié (-400 M€ en 2018) leur participation dans NordLB. Le Land de Saxe-Anhalt, qui détient 5,57% de NordLB, proposerait environ 200 M€ pour soutenir la banque.

La **Bundesbank** reverse au Bund un bénéfice de 2,4 Md€ au titre de l'année 2018 (contre 1,9 Md€ en 2017). La hausse du résultat est, comme l'an passé, essentiellement due à l'augmentation des dépôts des banques et à leur taux de rémunération négatif. La Bundesbank a augmenté de 1,5 Md€ ses provisions pour risques (en prévision d'une remontée des taux d'intérêts) ; elles atteignent 17,9 Md€. Son bilan a progressé de 114 Md€ ; il s'élève à 1 842 Md€.



Indépendamment des accusations de blanchiment d'argent dans l'affaire Danske Bank (cf. BE 20/2018), **Deutsche Bank** est soupçonnée d'avoir fait partie d'un réseau de blanchiment d'argent lié à la Russie. Par ailleurs, la Chambre des représentants des États-Unis s'inquiète du fait que la banque aurait pu procéder à des opérations de blanchiment d'argent russe pour financer les transactions immobilières du Président Trump.

Allianz annonce pour 2018 un résultat d'exploitation en hausse de 3,7%, soit 11,5 Md€, et un chiffre d'affaires de 130,6 Md€ (+ 3,5%). La branche assurance-dommages a réalisé la plus forte progression avec un chiffre d'affaires de 54 Md€ (+5,7%). Le ratio combiné (décaissements / encaissements) s'est amélioré en passant de 95,2% à 94,0%, grâce à une baisse des coûts de fonctionnement et moins de catastrophes naturelles. L'assureur versera un dividende de 9€, soit une hausse de 12,5% par rapport à 2017. Il prévoit un programme de rachat d'actions pour un montant de 1,5 Md€ en 2019.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhner, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Etienne Oudot de Dainville
Version du 5 mars 2019